



# La crise c'est eux, La solution c'est nous... TOUS !

***Ne faisons pas payer à l'École les conséquences de la crise. Elèves et salariés de l'Education nationale ne sont pas responsables de la crise actuelle. Nous refusons de payer la facture par des restrictions salariales, des suppressions d'emplois, des conditions de travail dégradées, un abaissement de la qualité de notre service public.***

## **La France est en récession**

La note de conjoncture de l'Insee, présentée le 18 décembre, a pour titre « Récessions » car tous les grands pays industrialisés sont désormais entrés en récession. La dégradation de l'économie mondiale, patente depuis le début de l'année, s'accélère au quatrième trimestre 2008. En France, la stagnation de la consommation, la baisse de l'investissement des entreprises (-1,6 %) et la baisse des exportations (-2,3 %) provoquent un recul du produit intérieur brut (PIB) de 0,8 % au quatrième trimestre. Parallèlement, l'emploi décline de manière accélérée : 71 000 pertes en 2008. Les perspectives risquent d'être plus sombres avec une prévision de 169000 suppressions nettes d'emploi au premier semestre 2009. Ces facteurs pèsent sur la consommation des ménages et par voie de conséquence sur les perspectives de demandes adressées aux entreprises. Ne trouvant pas suffisamment de débouchés, les entreprises n'investissent pas et n'embauchent pas...

## **Comment sortir de la crise ?**

### Augmenter les salaires

La baisse du pouvoir d'achat résulte de trois facteurs : la faiblesse des salaires, le

développement de la précarité et le poids croissant des dépenses incompressibles (logement, divers abonnements...). **Nous sommes de plus en plus nombreux à gagner de moins en moins.** La hausse des salaires est donc indispensable, pour accroître le pouvoir d'achat des ménages, ce qui est nécessaire pour dynamiser la consommation et la machine économique.

### Investir dans l'Education

La Cgt considère que les réformes en cours (suppression des RASED, généralisation du bac pro en 3 ans, réforme de la Seconde) ne répondent pas à ses exigences d'une école assurant à chaque jeune, à la fois l'accès à la culture et à la citoyenneté, et l'acquisition d'une formation générale et professionnelle débouchant, à terme, sur une qualification reconnue. Seul un grand service public, national, laïc et démocratique peut accomplir cette mission.

De nouvelles négociations doivent s'ouvrir au plus vite sur la base des principes énoncés ci-dessus, avec des moyens à la hauteur des ambitions dignes de la France du 21ème siècle : substantiellement augmentés.

L'éducation n'est pas un coût mais un investissement pour les générations futures.

*Le gouvernement annonce qu'il serait prêt à mobiliser jusqu'à 360 milliards d'euros pour sauver les banques en difficulté.*

**360 milliards, c'est l'équivalent de trente années de salaire net d'un million de smicards.**

Lycéens, étudiants, salariés, parents d'élèves, nous sommes tous concernés et mobilisés pour porter ces exigences de plus de justice sociale, la première étant de garantir un même droit pour tous à l'éducation..

### Où trouver l'argent ?

On connaît la chanson : soit la croissance est éphémère, auquel cas la hausse des salaires mettrait en péril cette croissance éphémère ; soit la machine économique ne tourne pas bien, auquel cas la hausse des salaires serait absurde. Nous risquons donc d'attendre longtemps le bon vouloir de nos dirigeants. A entendre le patronat et le gouvernement, les caisses seraient vides et il n'y aurait pas de marge de manœuvre. C'est largement faux. En changeant les orientations qui dominent aujourd'hui les choix de la puissance publique et des entreprises, on pourrait trouver des moyens financiers pour sauver et augmenter l'emploi et l'investissement productif, répondre aux besoins sociaux, augmenter le Smic, les salaires, les pensions et les minima sociaux.

Il est possible de dégager progressivement 120 milliards d'euros en mettant fin aux gâchis dans le budget de l'Etat :

- 70 milliards au titre de cadeaux fiscaux dont profitent surtout les plus riches (« niches fiscales »).
- 33 milliards au titre d'exonération de cotisations sociales dites patronales.
- 15 milliards au titre du « paquet fiscal » qui profite surtout aux contribuables les plus fortunés.

*La productivité du travail a augmenté plus vite que le salaire. Ces quinze dernières années le coût horaire du travail a augmenté en moyenne de 1,7 % par an, tandis que la productivité du travail, elle, augmentait de 2,1 %. Pour inverser cette tendance, il faut augmenter les salaires.*

### Nous revendiquons :

- **Un salaire minimum mensuel de 1600 euros bruts pour l'ensemble des personnels de l'Education nationale quel que soit le statut ; un doublement du salaire entre le début et la fin de carrière (3300 euros bruts en début en carrière à bac + 3/ bac + 4).**
- **Un service public de qualité pour tous : abandon définitif de la réforme des lycées ; arrêt des suppressions de postes notamment pour les RASED; arrêt de la généralisation du bac pro en 3 ans.**

### Grèves et manifestations sont –elles utiles ?

Les manifestations et grèves de l'an passé (19 octobre, 20 novembre, 10 décembre) ont finalement contraint le ministre Xavier Darcos à un premier recul. Lui qui n'était pas le « ministre de l'hésitation » est devenu le ministre de la reculade : suspension de la réforme du lycée, recul sur le nombre de suppression des RASED, piteuses excuses à l'égard des enseignants de maternelle.

**La mobilisation paye. Tous en lutte !**  
**Samedi 17 janvier**  
**Manifestation Montpellier 14h30 Peyrou**